

# L'illusion de la fermeture de Fessenheim : EDF garde la main sur la politique énergétique... avec la complaisance du gouvernement !

Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce fermement l'inaction du gouvernement et de François Hollande, qui, pendant cinq ans, a laissé EDF dicter le sort de Fessenheim et de la politique énergétique française. Derrière l'enfumage du gouvernement, EDF s'enfoncé encore plus dans l'impasse nucléaire.

EDF a imposé un deal inacceptable

La décision adoptée hier par le Conseil d'Administration d'EDF entérine l'inversion totale de la logique de la loi de transition énergétique : avec la complaisance du gouvernement, EDF a transformé le plafonnement de la puissance nucléaire installée à ne pas dépasser, instauré par la Loi de Transition Énergétique, en plancher sous lequel ne pas descendre !

Comme il fallait s'y attendre, pour fermer la centrale de Fessenheim, vieille et dangereuse, il faudra attendre la mise en service du réacteur défectueux de l'EPR de Flamanville, équipé d'une cuve qui ne devrait surtout pas être homologuée par l'ASN, qui y perdrait sa crédibilité.

Pire encore, cette fermeture pourrait être remise en question si elle ne s'avérait plus nécessaire pour rester en-dessous des 63,2 GW de puissance nucléaire installée. Ainsi, si d'autres réacteurs venaient à être arrêtés pour raison de sûreté (comme Paluel 2, gravement endommagé par la chute d'un générateur de vapeur), la centrale alsacienne pourrait continuer à fonctionner malgré son âge avancé, ses pannes à répétition et les risques qu'elle fait peser sur les populations.

## Une décision qui fait fi de la réalité objective de cette centrale

EDF continue en effet à faire abstraction des défauts de la centrale qui, bien plus qu'une promesse électorale à laquelle plus personne ne croit, justifient sa fermeture immédiate. Située en zone sismique, inondable et dotée d'enceintes de confinement trop petites qui ne pourraient pas contenir la radioactivité en cas d'accident, cette centrale est vulnérable au vieillissement et certains équipements, comme les cuves et les enceintes de confinement, ne pourront pas être remplacés ni réparés.

EDF oublie-t-elle également que le réacteur n°2, à l'arrêt depuis juin 2016, est toujours interdit de redémarrage en raison d'un générateur de vapeur suspect ? Et que le réacteur n°1 ne pourra continuer à fonctionner qu'en mode dégradé ? Avec cette décision à l'image de sa gestion du parc nucléaire, EDF ne fait que reculer pour mieux sauter, entravant une transition aussi urgente qu'inéluctable.

## Une politique énergétique entre les mains d'EDF

Les déclarations enthousiastes de Ségolène Royal ne doivent tromper personne. Avec cette décision, EDF garde la main non seulement sur Fessenheim, mais sur la politique énergétique française, dans la droite ligne de [la PPE indigente proposée par le gouvernement](#). En l'absence de fermetures planifiées de centrales, celle-ci ne permet pas de réduction de la part du nucléaire.

Faute d'une vision cohérente de la politique énergétique et au vu de l'acharnement d'EDF, le sort de Fessenheim et la réduction de la part du nucléaire reposent donc sur d'éventuels arrêts par épuisement de réacteurs et sur la capacité à s'interposer d'une *Autorité de sûreté nucléaire* dotée de peu de moyens et soumise à des pressions considérables. Pendant ce temps, les centrales vieillissent, le risque d'accidents majeurs ne peut qu'augmenter, et la transition énergétique prend du retard !

Fessenheim doit fermer immédiatement car c'est la sécurité des populations qui l'impose (7,5 millions d'habitants vivent dans un rayon de 100 km). L'État doit cesser de se subordonner aux choix idéologiques d'EDF et du lobby nucléaire !

Contact presse :  
Martial Chateau - 06 45 30 74 66